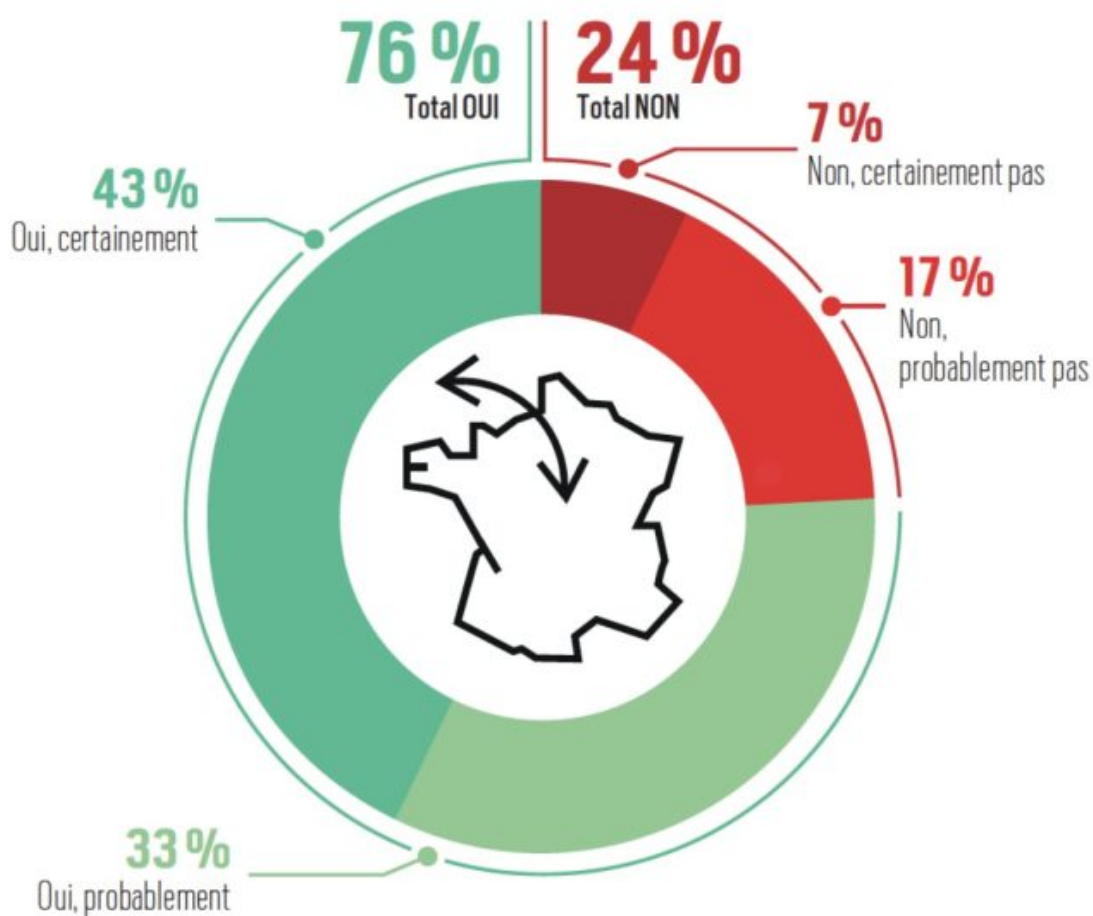


76% des Français veulent un referendum sur l'immigration : qu'est-ce qu'on attend ?

écrit par Manuel Gomez | 12 mars 2024

RÉFÉRENDUM SUR LA POLITIQUE MIGRATOIRE

Vous personnellement, souhaiteriez-vous être consulté par référendum pour donner votre avis sur la politique migratoire de la France ?

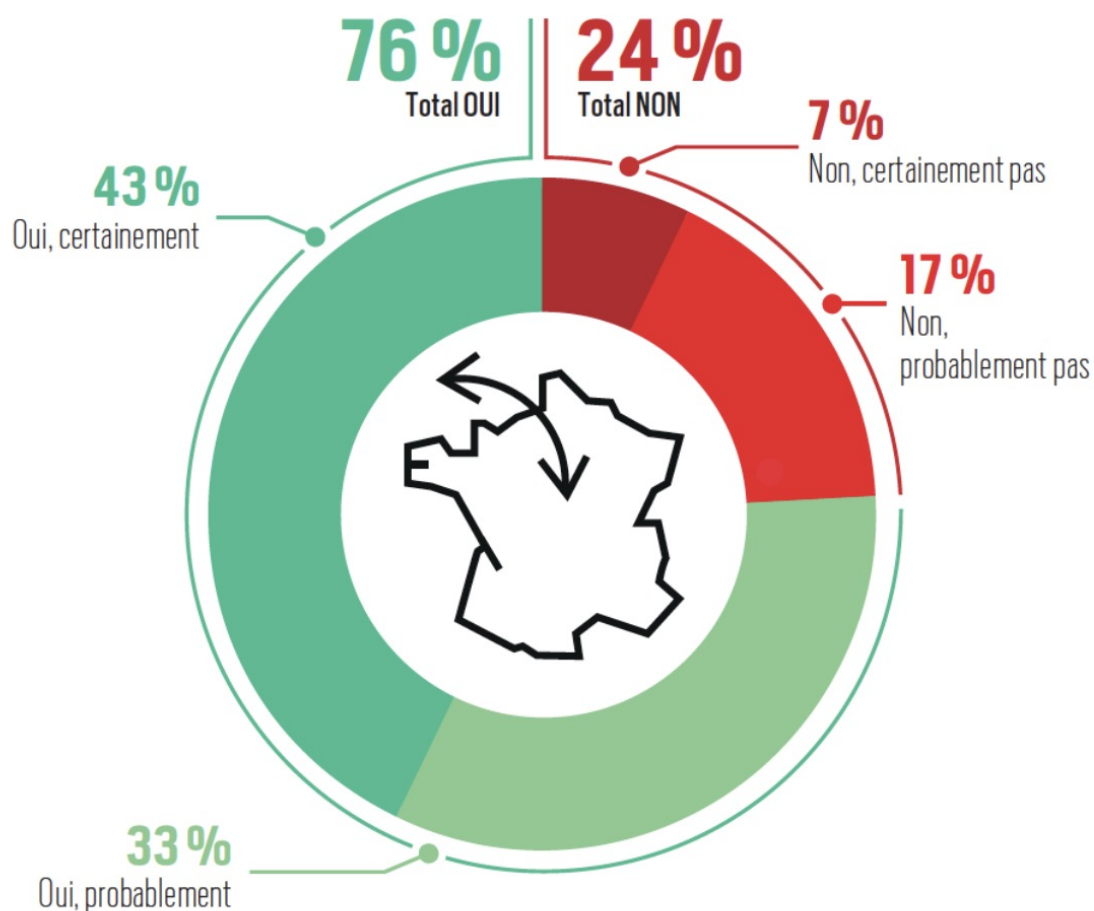


Sondage de l'Ifop pour "Valeurs actuelles" réalisé auprès d'un échantillon de 1 009 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, par questionnaire autoadministré en ligne les 19 et 20 avril 2018.



RÉFÉRENDUM SUR LA POLITIQUE MIGRATOIRE

Vous personnellement, souhaiteriez-vous être consulté par référendum pour donner votre avis sur la politique migratoire de la France ?



Sondage de l'Ifop pour "Valeurs actuelles" réalisé auprès d'un échantillon de 1 009 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, par questionnaire autoadministré en ligne les 19 et 20 avril 2018.



Selon un tout récent sondage IFOP, 76% des Français sont favorables à un référendum sur l'immigration.

Question : *Souhaiteriez-vous être consulté par référendum pour donner votre avis sur la politique migratoire de la France ?*

Réponse : 76% de OUI – (43% de OUI certainement – 33% de OUI probablement.)

24% de NON – (7% de NON certainement pas – 17% de NON probablement pas.)

D'autres sondages sur des sujets concernant l'immigration

viennent conforter celui-ci :

66% des Français sont favorables à la suppression des accords de Schengen et au rétablissement des contrôles aux frontières de la France.

57% sont favorables à la suppression du regroupement familial.

56% sont opposés à l'obtention de la nationalité par le droit du sol.

La démocratie n'est-elle pas le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ?

C'est bien ce que témoigne l'article 2 de la Constitution de la cinquième république française de 1958 !

M. le président de la République Française, Emmanuel Macron, aurez-vous ce courage de donner la parole au peuple, pas à la partie congrue qui vous a élu mais à l'ensemble de tous les citoyens, dont vous affirmer être le président ?

N'avez-vous pas, vous-même, recommandé de lire Stephen Smith, celui qui n'hésite pas d'affirmer que « notre vieux continent » va s'africaniser ?

Ne pronostiquez-vous pas volontiers que la démographie africaine est « une véritable bombe » et qu'il ne faut pas hésiter à le dire ?

Puisque le Conseil Constitutionnel s'oppose à la volonté du peuple, exprimée par les parlementaires, et a retoqué totalement le loi « Immigration », répondant ainsi à votre souhait, exprimé dès les résultats connus, et que cette loi est donc devenue totalement inefficace (malgré les affirmations contraires du Ministre de l'Intérieur) et que vous refusez ainsi que « notre vieux continent » cesse de s'africaniser et que la « démographie africaine » importée chez nous, ne devienne « une véritable bombe », ayez au

moins ce courage de donner « à votre peuple » la possibilité de prendre cette décision à votre place et, surtout, de suivre sa volonté et de l'appliquer, « si « votre peuple » vous le demande ! »

Votre ex-ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, pourtant plus que prudent en général dans ses propos, n'avait-il pas conclu que « des régions sont en train de se déconstruire parce qu'elles sont submergées par le flux des demandeurs d'asile » ? Mais, également, qu'un jour prochain « Deux France se retrouveront Face à Face ! »

Qui peut affirmer le contraire quand on assiste à ce spectacle désolant, affligeant, que des quartiers de Paris et des principales villes deviennent de véritables taudis, des zones de « non droit », inhabitables par la majorité de la population laborieuse et pires que certains villages africains que ces migrants ont fuis !

Et cela contre vos propres affirmations, contre les constatations d'un précédent ministre et malgré les précautions oratoires, du ministre de l'Intérieur qui lui a succédé.

Puisque la volonté des Français, en très grande majorité, est opposée à l'invasion migratoire, au détournement du droit d'asile, à l'attribution de la nationalité au « droit du sol », « au regroupement familial », à l'accueil de milliers de mineurs, soi-disant, mineurs et isolés, etc. N'est-ce pas de votre devoir de les entendre ?

La gauche et votre Parti « Renaissance » ne se prononcent pas sur ce sujet mais le RN, les Républicains, Reconquête et les micro-Partis de droite sont unis sur le refus de cette invasion migratoire illégale devenue un danger majeur et vital pour notre civilisation.

Comme vous n'avez ni la volonté, ni le courage, de prendre ces décisions vous-même, afin de ménager la gauche de votre

gouvernement et l'extrême gauche du pays, M. le président de la République, le peuple de France vous offre le moyen de vous en tirer par l'une de vos pirouettes habituelles : donnez-lui ce référendum, qu'il appelle de tous ses vœux, et « *lavez-vous les mains* » dès son résultat connu, qui ne fait aucun doute, même pour vous !

Manuel Gomez